



UNE COMEDIE DE CASONA A PARIS.

Sous le haut patronage du Président de la République Espagnole M. Martínez Barrio et au profit de l'oeuvre sociale du Ministère de l'Emigration républicain, une soirée théâtrale aura lieu jeudi 22 janvier à 9 h. du soir, au "Théâtre Gaité-Montparnasse - Agnès Capri".

"La Dame de l'Aube" de l'écrivain espagnol Alejandro Casona traduite en français par M. Jean Camp, sera représentée par la compagnie du Théâtre du Temps.

M. Pierre Valde est chargé de sa mise en scène.

Les places pour cette soirée théâtrale doivent être retenues au Ministère de l'Emigration espagnol, 35, Avenue Foch (16e).

DECES DE M. LUIS PRIETO.

Monsieur Luis Prieto, fils de l'ancien ministre socialiste espagnol M. Indalecio Prieto, est décédé à Mexico.

La nouvelle a provoqué une profonde consternation parmi les exilés espagnols. De nombreux télégrammes de condoléances ont été envoyés à M. Indalecio Prieto.

APRES L'ASSASSINAT DE ZOROA ET NUÑO.

La Ligue des Droits de l'Homme a publié une note pour protester contre l'assassinat des espagnols Agustin Zoroa et Lucas Nuño.

Nous apprenons également que parmi les demandes adressées au Gouvernement franquiste pour que les condamnations à la peine capitale de Zoroa et Nuño fussent commuées, il faut signaler celles de l'Union de Femmes de l'Argentine, Amis de l'Espagne de Buenos Ayres, Ligue des Droits de l'Homme de l'Argentine et celle d'un groupe de parlementaires anglais.

D'autre part, le Conseil de la République français a approuvé au cours de la séance du 31 Décembre une motion de MM. Roubert et Groumbach à l'adresse du Gouvernement français pour qu'il élève une protestation contre les dernières exécutions de Franco.

De leur côté, les représentants du Parti travailliste et de la Fédération des Syndicats suédois ont adressé une vive protestation à la Légation franquiste à Stockholm contre l'exécution de Zoroa et Nuño.

DISTINCTION ACCORDEE A UN REPUBLICAIN ESPAGNOL.

Le Ministère de la Santé Publique de l'Uruguay vient d'adresser ses félicitations expressives à M. Luis García, républicain espagnol et membre de l'Assistance Externe de ce ministère, pour son concours de valeur dans le développement de son service.



40 A 848 R

DES INCIDENTS SIGNIFICATIFS.

En prononçant son discours d'admission dans l'Académie des Sciences exactes, le Dr. Marañón avait censuré, en passant, quelques procédés pédagogiques en vigueur dans l'Espagne franquiste.

A l'issue de la cérémonie, le ministre franquiste des Travaux publics, M. Fernández Ladreda, avait réproché au Dr. Marañón cette liberté de jugement. La presse n'a pas rapporté cet incident qui a fait l'objet de nombreux commentaires dans certains milieux.

D'autre part, au cours d'un banquet d'honneur qui avait eu lieu dans un important hôtel de Madrid à l'occasion de la réception du Dr. Grande Cobian à l'Académie Royale de Philosophie, M. Sain Entralgo, un des intellectuels "officiels", avait dénoncé dans son discours d'hommage l'immoralité de la vie universitaire franquiste.

Etant donné que M. Cobian avait été récemment expulsé de l'Université à cause de son amitié avec H. Negrin, les paroles de M. Sain Entralgo ont produit une ambiance très tendue. Les invités ont même demandé la lecture d'un télégramme envoyé par M. Negrin.

L'acte a pris fin au milieu de très vives discussions.

DISTINCTION ACCORDEE A UN PROFESSEUR REPUBLICAIN ESPAGNOL.

M. Enrique Pérez Comendador, Professeur à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts se trouve parmi les sept professeurs étrangers invités par le Ministre d'Education Nationale de l'Egypte à donner des cours publics à l'Ecole des Beaux-Arts du Caire.

M. le Professeur Comendador détiendra la chaire de Sculpture polichromatique.

Le 6 Janvier 1948.



NOTAS INFORMATIVAS

REPUBLICA ESPAÑOLA

16-III-1948.

MINISTERIO DE PROPAGANDA

PARIS

LE GOUVERNEMENT REPUBLICAIN ESPAGNOL S'ADRESSE AUX SEIZE.

L'Espagne et le Plan Marshall

Voici le document adressé par le Président par interim du Gouvernement Républicain Espagnol, M. Fernando Valera, au Président de la Conférence des Seize:

"Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que le Gouvernement Républicain Espagnol a toujours été prêt à unir ses efforts à ceux des autres Gouvernements, pour faire en sorte que les rapports entre les différents pays soient orientés vers une coopération économique dans l'esprit de la Carte des Nations Unies. C'est cet esprit même qui a inspiré la constitution de la République Espagnole de 1931.

Obéissant à cette conception, quand le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique annonça son intention d'offrir une aide économique aux peuples de l'Europe, nous avons considéré comme étant notre devoir et notre droit, de participer aux travaux de l'organisme qui se constituerait pour réaliser cette aide.

Le 27 Juin 1947, notre Gouvernement d'adressa aux Ministres des Affaires Etrangères de la France, du Royaume Uni de Grande-Bretagne et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, dans le but de leur faire connaître l'impossibilité de concevoir une coopération européenne sans la participation de l'Espagne démocratique. Déjà, à ce moment, les accords de San Francisco, de Postdam, de Londres et de Lake-Succés, adoptés par les Nations Unies, avaient fait savoir leur volonté unanime de ne pas accepter la tyrannie franquiste au sein de leur organisation.

Peu après, lors de la réunion de la conférence dont le Royaume Uni de Grande-Bretagne et la France furent les puissances invitantes, avec participation de tous les pays qui avaient montré un intérêt à collaborer à la reconstruction économique de l'Europe basée sur le Plan Marshall, le Gouvernement de la République Espagnole, par un mémorandum adressé à la Conférence, manifesta son adhésion. De ce fait, il renouvelait l'importance de la collaboration espagnole, tenant compte, non seulement de la situation géographique du pays, mais de son potentiel économique.

A cette occasion, le Gouvernement Républicain Espagnol rappe-

40 P 848 R

lait l'injustice qu'il y aurait à établir la reconstruction de l'Europe dévastée, en oubliant le peuple espagnol qui venait de subir les conséquences d'une guerre, et souffrait, en outre, des effets néfastes d'un régime totalitaire qui, depuis huit ans, avait désorganisé son économie.

L'Espagne démocratique ne fut pas présente à cette conférence. Les pays participants décidèrent, suivant les recommandations des Nations-Unies, l'exclusion de l'Espagne franquiste, unique survivance du totalitarisme contre lequel on avait lutté lors de la dernière guerre mondiale.

Une telle exclusion n'était pas en opposition, tout au contraire, avec les objectifs annoncés de l'aide des Etats-Unis. Il s'agissait d'assurer ou de rendre aux peuples d'Europe le plein exercice de leurs libertés, d'éviter la misère économique, susceptible de provoquer le désespoir et de pousser les peuples vers des chemins éloignés de la démocratie.

L'admission de l'Espagne de Franco aurait réalisé cette contradiction d'une Europe aspirant à s'organiser sous le signe de la Liberté et de la Démocratie, aidant à la consolidation d'un régime dictatorial instauré avec l'appui des pays totalitaires vaincus lors de la dernière guerre.

La reconstruction économique de l'Europe ne peut se faire sans l'Espagne. Devant l'impossibilité que ce soit le Gouvernement de Franco qui participe à cette tâche, apparaît, de façon très urgente, la nécessité d'accélérer le moment de rendre au peuple Espagnol son légitime régime démocratique.

L'expérience a démontré que le régime actuellement établi en Espagne est incapable de toute évolution démocratique. d'autre part, les événements extérieurs font sentir chaque jour la nécessité et l'urgence de permettre à l'Espagne de prendre sa juste place parmi les démocraties.

Franco désire bénéficier du Plan Marshall, dernier moyen de prolonger la vie de son régime.

Les Pays présents à la Conférence de Paris tiennent en leurs mains l'arme qui peut faciliter la libération du Peuple Espagnol et réaliser cette aspiration de justice exprimée par l'immense majorité des Peuples libres.

La chute du régime pourrait être accélérée par une déclaration de la Conférence, affirmant que l'Espagne serait admise à participer à la reconstruction de l'Europe le jour où, Franco disparu, l'Espagne aurait retrouvé ses droits et ses libertés, qui lui furent supprimés à la suite de la victoire du soulèvement franquiste.

Le Gouvernement de la République Espagnole, à ce moment critique de l'évolution politique de son pays, croit de son devoir d'attirer l'attention des Délégations réunies à la Conférence, sur ce qu'il est, sur ce qu'il représente et sur ce qu'il se propose de réaliser. Issu de la volonté populaire, exprimée à plusieurs reprises et dans des conditions très différentes, par la voie du suffrage universel, il a des titres d'incontestable légitimité. Ces titres, le peuple espagnol les a consacrés avec

courage et avec un esprit de sacrifice, poussé jusqu'à la limite de la résistance, dans la lutte inégale qu'il a menée à l'avant-garde des armées alliées, en défendant non seulement ses propres libertés, mais aussi la liberté du monde.

Il se propose de rétablir la paix civile en Espagne, en développant avec l'aide de toutes les forces du pays, une politique de réconciliation et de reconstruction nationale. Il se propose également de projeter vers l'extérieur cette volonté de coopération et de vigilante défense des libertés publiques qu'inspirent vos travaux.

En exprimant à votre Excellence les considérations précédentes, je désire aussi lui rappeler que le Gouvernement Républicain Espagnol resta à la disposition de la Conférence pour collaborer à la réalisation de ses buts.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour présenter à Votre Excellence et à toutes les Délégations de la Conférence, le sentiment de ma plus haute considération.

Paris, le 16 Mars 1948.- FERNANDO VALERA.



Notices informatives
25 juin 1949

LES PRESSIONS DES AGENTS DE FRANCO A L'O.N.U.

La presse de Franco, pour cacher la déconvenue essuyée à la dernière réunion de l'Assemblée Générale des Nations Unies, parle, avec le manque de pudeur que le caractérise, de pressions et achats de votes effectués par les adversaires de la motion brésilienne qui subit la défaite.

Le cynisme de cette presse dépasse les limites imaginables, car si quelqu'un employa les méthodes antidémocratiques de pressions sur les adversaires et acheter les votes des tièdes, ce fut le Gouvernement de Franco, qui avec son attitude maladroite a donné raison une fois de plus à ceux qui considèrent que son admission dans la grande famille des nations serait une offense impardonnable à la morale et à la décence.

Parmi les chantages - car il s'agit bien plus de chantages que de pressions - effectués par les agents de Franco sur le Haïti, Costa Rica, Uruguay, Cuba, Danemark, Islande, et, en général, tous les pays qui se sont abstenus ou ont voté contre Franco, il y en a un qui mérite chapitre apart, pour avoir pris un caractère officiel et été largement commenté par la presse européenne. Nous parlons de la Norvège.

En effet, Monsieur Lange, Ministre des Affaires Etrangères de la Norvège, dit le 25 mai devant le Parlement de son pays, que le représentant commercial norvégien à Madrid avait été averti par les services de Franco que si la Norvège s'abstenait de voter ou s'absentait pendant la votation de l'Assemblée Générale sur le cas de l'Espagne, cette attitude influencerait favorablement les négociations commerciales qui étaient en cours d'étude entre les deux pays.

Les autorités espagnoles furent averties que la Norvège maintiendrait son attitude, mais qu'elle était disposée à poursuivre les négociations. Et la Norvège vota contre la proposition des quatre pays sud-américains.

Le 18 mai, la Légation norvégienne à Madrid fut informée par le Ministère des Affaires Etrangères franquiste, que les négociations commerciales entre la Norvège et l'Espagne avaient été interrompues "sine die".

La Norvège ne s'est pas laissée intimider par des pressions d'aucune sorte, et a suivi fidèlement les dictées de sa conscience. Elle a rempli ses devoirs de peuple libéré envers le peuple espagnol, toujours soumis à la servitude fasciste.

Il apparaît clairement, donc, qu'à l'O.N.U. il n'y a eu d'autres pressions et tentatives d'acheter les votes que de la part de Franco, qui a malversé une fois de plus l'or du peuple espagnol, dont celui-ci a un besoin impérieux pour entamer l'étape de reconstruction et relèvement économique du pays. Et pour faire ceci, il faut commencer par reconquérir à priori la dignification nationale, ce qui est impossible d'obtenir sous le régime fasciste de Franco.

LE HAUT EXEMPLE DE LA NATION MEXICAINE

Le journal EL NACIONAL, du Mexique, a fixé la position du peuple mexicain vis-à-vis du franquisme, dans un éditorial intitulé "Mexique et le cas de l'Espagne", dont voici les principaux paragraphes:

"Sous les Gouvernements de Lázaro Cárdenas et de Manuel Avila Camacho, le Mexique adopta et maintint avec fermeté une attitude de légalisme sans reproches, de netteté morale et de respect aux dictées du droit international sur le cas du franquisme et de sa domination sur l'Espagne, obtenu, comme tout le monde le sait, moyennant l'aide décisive - militaire, économique et politique - des Gouvernements de l'axe nazi-fasciste, pour lesquels la guerre espagnole ne fut que le premier

acte de la deuxième guerre mondiale. Sous le Gouvernement de Miguel Alemán, la position diplomatique du Mexique vis-à-vis de l'Espagne de Franco n'a pas subi de modifications, ainsi que vient de le confirmer le Licencié Padilla Nervo, représentant de notre Gouvernement auprès des Nations Unies.

B.D.I.C.

Au sein de la Commission Politique de l'O.N.U., réunie à Lake Success, notre représentant a dit -et c'est un honneur pour notre pays- lorsqu'on discutait une proposition présentée par le Brésil et appuyée par les Gouvernements de la Bolivie, la Colombie et le Pérou:

"Nous ne devons pas permettre que les intérêts politiques annulent les principes que nous prétendons défendre. Il est faux que les Nations Unies soient en train de commettre un abus à l'égard du peuple espagnol. Si quelqu'un a violé les droits des autres, c'est bien Franco et non pas les Nations Unies.

Tous les peuples du monde, et à plus forte raison ceux qui pendant la deuxième guerre mondiale ont perdu des millions de leurs enfants, ont vu leurs campagnes et leurs villes ravagées et ont supporté de terribles sacrifices pour la victoire de la démocratie, verront avec une grande amertume cette politique de tolérance qui s'obstine à sauver de la justice internationale un complice évident des deux grands criminels de guerre condamnés en Allemagne et en Italie. Est-il possible?, se demanderont les gens de cinquante nations, est-il possible que pendant la guerre contre le fascisme on ait fait couler des fleuves de sang et promis la destruction de l'ennemi le plus farouche de l'humanité pour en définitive tolérer et favoriser la dictature fasciste qui a réussi à asservir le noble peuple espagnol grâce à l'appui actif de Hitler et de Mussolini.

Le Mexique démocratique qui depuis les premiers jours de l'attaque contre la République Espagnole tendit sa main à la démocratie objet d'une agression, qui a plaidé sa cause devant tous les tribunaux possibles, non seulement au nom de la décence et du droit international, au nom de sa vieille et inflexible politique antifasciste, mais aussi au nom des milliers de combattants pour la liberté qui étaient tombés déjà sur le sol espagnol et parmi lesquels, pour l'honneur de notre patrie, il y avait un groupe de volontaires mexicains".

L'ATTITUDE DU CHILI NE CHANGERA PAS.-

Au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu à Santiago, le Président de la République du Chili, Monsieur González Videla, a déclaré que la position du Gouvernement du Chili à l'égard du régime franquiste n'a pas changé, et qu'elle ne changera pas tant que les Nations Unies ne prendront pas une décision contraire à leur recommandation encore en vigueur.

La déclaration du Président a été faite en réponse aux bruits dont certains journaux se sont faits l'écho, qui attribuaient au Gouvernement du Chili l'intention d'envoyer prochainement un ambassadeur à Madrid.

LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA CONFIRME QU'IL N'ENVERRA PAS D'AMBASSADEUR A MADRID.-

Contrairement aux bruits répandus par la propagande franquiste, suivant lesquels les Gouvernements des pays dont les Délégués à l'O.N.U. ont voté en faveur de la proposition présentée par quatre pays de l'Amérique du Sud, enverraient immédiatement des ambassadeurs à Madrid, sans tenir compte de l'accord des Nations Unies, les pays en question agiront d'une manière toute différente.

LETTRE ENVOYEE PAR LES PARTIS REPUBLICAINS EN EXIL A MONSIEUR
SIMON ARBELLET EN REPONSE A SON ARTICLE PARU A L'EPOQUE
LE 20 JUIN 1949.



Nous avons le plaisir de vous écrire ces lignes, en réponse à votre article "Nos amis espagnols" paru à L'EPOQUE du 20 courant, avec l'esprit imbu de cordialité et de respect pour la liberté de la presse qui est le propre de tout homme digne de ce nom, et qui est loin de caractériser -vous en conviendrez sans peine, n'est-ce pas? -ces Espagnols que vous nommez "vos amis".

L'Espagne fasciste et tortionnaire amie de la France des Droits de l'Homme? Allons donc, cher Monsieur! Au fait, avez-vous entendu les commentaires au sujet de la France (pas l'équipe française de foot-ball, mais bel et bien la France) de la Radio Nationale franquiste et des spectateurs phalangistes après le match de Colombes? Non? C'est dommage, car vous auriez puisé là des renseignements de tout premier ordre pour votre métier de journaliste. Nous vous faisons grâce de la nature de ces commentaires, parce que nous, Espagnols, même si nous n'avons pas la chance d'être de vos amis, ressentons toujours de l'amertume lorsque nous tendons l'un de nos compatriotes -si éloigné que politiquement il soit de nous- s'exprimer dans un tel langage, le langage de la Phalange qui n'est autre que celui du nazisme, au sujet d'un pays qu'à, comme la France, nous aimons tant.

Toutefois, il n'est point besoin de connaître la langue espagnole pour savoir quelle était l'Espagne qui pendant la guerre revendiquait une bonne partie de vos colonies en Afrique du Nord, et qui les revendique toujours; et quelle était l'autre Espagne qui luttait avec les Français à Bir-Hakeim, au maquis et qui entraît avec les chars de la 2ème Division Blindée du glorieux Général Leclerc dans le Paris libéré. Ceci, que personne au monde n'ignore, suffit à notre humble avis, pour connaître quels sont les Espagnols amis de la France, et quels sont ses ennemis les plus acharnés.

Quant à nous, Espagnols républicains, démocrates et libéraux, nous ne voulons pas de titres pour les payer de notre reconnaissance. Il nous suffit que la France sache, et elle le sait bien, que nous serons toujours avec elle; dans la joie, dans la lutte, dans la peine, et dans l'adversité. Car nous sommes persuadés que nous ne vous étonnerons nullement en vous disant que nous croyons à la grandeur des principes qui ont fait de la France une nation libre, digne, grande et immortelle.

Avec nos excuses, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments très distingués

Elias Cruz-Ribera
Président du "Parti Fédéral
Espagnol" de Paris

Martin Gazo
Président de l'"Union Républicaine"
de Paris

José Compte
Président de la "Gauche Républicaine"
de Paris.



En retablissant les relations avec l'actuel Gouvernement du Venezuela, Franco faisait preuve d'un grand optimisme. Il croyait que ce pays qui avait voté à l'Assemblée de l'O.N.U. en faveur du franquisme, enverrait tout de suite un ambassadeur à Madrid. Mais le Venezuela a manifesté sa volonté de s'en tenir à la décision des Nations Unies. La Junta Militaire a déclaré que Don Crispin Ayala, chancelier actuellement au Consulat du Venezuela à Barcelona, serait chargé des affaires à Madrid.

LE BRESIL N'ENVERRA PAS D'AMBASSADEUR EN ESPAGNE.--

Les journaux des Etats Unis recueillent l'information de l'Agence UNITED-PRESS qui assure que le Brésil ne songe pas à envoyer un Ambassadeur à Madrid. La Note dit:

"Des sources bien informées nous révélant que le Brésil s'abstiendra de désigner un ambassadeur en Espagne, bien qu'il soit l'auteur de la proposition dernièrement présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies par laquelle on sollicitait l'autorisation d'envoyer de nouveaux ambassadeurs à Madrid.

UNE REUNION FRANCO-ESPAGNOLE POUR EXAMINER LE PROBLEME ESPAGNOL

Une importante réunion s'est tenue à Paris avec la participation de représentants des divers groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale Française et du Conseil de la République ainsi que de hautes personnalités politiques. Dans cette réunion a été examiné l'état actuel du problème espagnol. Le Vice-président du Gouvernement Républicain espagnol en exil, Monsieur Fernando Valera, et l'ancien Chef du Gouvernement, Monsieur Rodolfo Llopis, ont informé amplement les assistants à cette réunion.

LES COMITES DES PARTIS REPUBLICAINS SE REUNISSENT EN FRANCE.--

Les comités des partis républicains espagnols IZQUIERDA REPUBLICANA, UNION REPUBLICANA et PARTIDO FEDERAL en exil, ont eu une réunion pour un échange de vues devant préparer les contacts qu'on a l'intention de rétablir avec toutes les forces politiques de l'émigration républicaine dans le but de mener à bien une action combinée contre le franquisme, suivant les exigences de la situation internationale.

UN JOURNAL CONSERVATEUR DU MEXIQUE DEMANDE QUE FRANCO ABANDONNE LE POUVOIR.

Le journal "EXCELSIOR", dans son numéro du 20 mai prend violemment à partie Franco et l'invite à abandonner le pouvoir.

"EXCELSIOR" est un journal conservateur de l'extrême droite du Mexique qui avait défendu jusqu'à présent la politique de Franco.

Nous pouvons lire dans ledit article:

"Personne ne nie que le moment actuel soit trop critique et que, non seulement l'Europe comme le dit Franco, mais tout le monde, ait besoin de l'Espagne, mais l'erreur de Franco comme celle de tous les dictateurs consiste à considérer que l'Espagne c'est lui.

Mais insister, depuis des années, à se considérer comme un belligérant contre les vaincus, révèle d'une part un manque de capacités politiques pour se concilier ses ennemis et les faire collaborer au programme de reconstruction des vainqueurs, et d'autre part cela prouve qu'on ne veut pas laisser le commandement ou qu'on ne le peut pas, puisque, après tout ce temps on n'a pas réussi à créer des cadres naturels de succession.



Le Mexique et tous les peuples américains aiment profondément l'Espagne, et ils voudraient la voir occuper le poste qui lui revient comme mère de vingt nations auxquelles elle donna un style de vie et une culture incomparables; mais Franco n'est pas l'Espagne et plus il se cramponne au pouvoir plus il se rapetisse jusqu'à prendre des dimensions réellement mesquines.



LE REVENU NATIONAL ESPAGNOL A ETE EN 1947 LA MOITIE DE CE QU'IL ETAIT EN 1935.-

Dans le troisième volume, qui vient de paraître, de l'étude que le Conseil de l'Economie Nationale est en train de faire sur l'économie espagnole, nous pouvons lire des chiffres bien chiffrés bien significatifs, prenant pour base l'année 1929.

Revenu national en 1929.....	25.215 millions de pesetas.
1932.....	25.742 " " "
1934.....	26.146 " " "
1935.....	25.280 " " "

C'est-à-dire que, d'après la confession des franquistes eux-mêmes, le revenu national espagnol pendant la République a toujours été supérieur à celui du temps de la Monarchie, et le chiffre de 26.146, atteint en 1934, est le plus haut qu'on ait connu dans notre pays.

En ce qui concerne 1939 et les années suivantes -y compris 1947- les comptables au service du franquisme ont recouru à un stratagème pour dissimuler l'appauvrissement constant du pays soumis au Régime Franquiste. Ainsi, par exemple, les statistiques nous donnent pour 1947 (les dernières qui aient été publiées) le chiffre de 102.693 millions de pesetas 1947; ~~mais~~ ces intelligents comptables ont transformé ce chiffre en pesetas 1929 au moyen d'une division par quatre ce qui nous fait le chiffre, très convenable mais parfaitement illusoire de 24.457 millions de pesetas 1929.

Toutefois, il n'est pas un secret pour les Espagnols (et pour la ménagère moins encore que pour les autres) que la puissance d'achat de la pesete 1947 n'est même pas la huitième partie de celle de la pesete de 1929, base de ces calculs. Même si l'on adoptait ce coefficient du 8 qui n'est pas excessif, le revenu national ne monterait qu'à 12.837 millions de pesetas 1929.

LES FAUSSES ACCUSATIONS DE FRANCO CONTRE L'ANGLETERRE.- LORD TEMPLEWOOD RAPELLE QUE FRANCO EST UN TRAITRE.-

Le "TIMES" du 4 cour. publie une réponse de Lord Templewood -Sir Samuel Hoare- Ambassadeur à Madrid pendant la dernière guerre, à la lettre envoyée à ce même journal par l'attaché de presse du Gouvernement de Franco à Londres. On affirmait dans cette lettre que le démenti opposé par Lord Templewood aux affirmations de Franco au sujet de certaines offres anglaises, n'avait pas de fondement.

Lord Templewood maintient ses accusations antérieures. Pour lui le document auquel Franco se réfère est aussi faux que tant d'autres auxquels le dictateur s'est reporté bien souvent. Et il finit par ces mots:

" Le fait que Franco ait besoin de tels moyens pour essayer de mettre en cause le Gouvernement Anglais, est la meilleure preuve que ses arguments pour démontrer que nous n'avons pas tenu nos promesses sont bien pauvres !

Par ces mots imprégnés de la fine ironie anglaise, Lord Templewood rappelle au monde l'un des épisodes de la vie de Franco que celui-ci

voudrait qu'on oublie: sa trahison à la patrie qu'il a condamné à mort, à l'esclavage et à la misère pour satisfaire ses mesquines ambitions.



L'OPINION ANGLAISE ET LE REGIME DE FRANCO.-

L'important hebdomadaire anglais "THE ECONOMIST" publie dans son numéro du 21 mai deux articles où l'on dit qu'il n'est pas vraisemblable que l'Espagne tombe sous le régime communiste dans un proche avenir, peu importe que Franco reste au pouvoir ou qu'il soit remplacé. Tout ce qui affaiblit la cause des démocraties, continue ledit hebdomadaire, nous ferait perdre des appuis en Europe autrement plus considérables que les bénéfices obtenus par l'incorporation de l'Espagne au plan stratégique occidental.

LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE EST APPLAUDIE AU CONGRES DE L'UNION DEMOCRATIQUE SOCIALISTE DE LA RESISTANCE.

Le troisième Congrès National du Parti de l'Union Démocratique Socialiste de la Résistance, qui s'est réuni dernièrement à Paris, a reçu une délégation des républicains espagnols présidée par le Vice-Président du Conseil Délégué de "GAUCHE REPUBLICAINE" à l'extérieur, Mr. Ballester Gozalvo.

La présence des républicains espagnols au salon du Congrès a été accueillie avec de grandes ovations qui se sont répétées, lorsque, sur l'invitation de la Présidence de l'Assemblée, ils sont montés à la tribune présidentielle.

Le Président du Congrès, Mr. Juan Marin, a prononcé quelques mots de salutation aux Républicains espagnols et il a accordé la parole à Mr. René Fleven, ancien Ministre de Finances du Gouvernement Français et Président du Parti, lequel a mis en relief la profonde solidarité qui unit les démocrates français et espagnols.

Le Général Legentilhomme, lui aussi, a prononcé quelques mots émus pour rappeler que la Division qu'il a commandée pendant la Guerre Mondiale comptait un grand nombre de démocrates espagnols réfugiés en France. Leur héroïsme, leur esprit de sacrifice et la loyauté aux idéaux que nous avons défendus dans la dernière guerre ont contribué à la victoire des alliés. Leur effort ne saurait être oublié.

Monsieur Ballester Gozalvo a remercié les démocrates français, dans un vibrant discours, pour l'hommage qu'on venait de tributer aux républicains espagnols.

Lorsque Mr. Ballester Gozalvo eût fini de parler, les assistants au Congrès, lui ont fait debout une grande ovation et on a entendu aussitôt la Marseillaise.

Mrs. Marin, Fleven, Mitterrand et Legentilhomme ont accompagné la délégation espagnole jusqu'à la porte de l'édifice.

LES FRANQUISTES CONTINUENT A INSULTER MADAME LA VEUVE DU PRESIDENT ROOSEVELT.-

Les journaux fascistes continuent à insulter Madame la Veuve de Roosevelt pour se venger ainsi de la fureur que leur a produit la noble attitude de cette illustre dame en exprimant dans les journaux américains ses sentiments hostiles envers la dictature que souffre le peuple espagnol.

"Arriba", le journal officiel de Phalange, c'est-à-dire le porte-voix officiel du Gouvernement de Franco, dit en grandes manchettes, dans un de ses derniers numéros, que Madame Roosevelt descend d'une famille d'ivrognes débauchés et qu'elle n'a pas d'inconvénient à faire de faux



accusations.

Nous avons honte, en tant qu'Espagnols, du langage ordinaire que les journaux de Franco emploient pour combattre leurs adversaires. C'est une preuve du manque d'esprit et de sensibilité de ceux qui écrivent dans ces journaux, et cela montre aussi à quel point les traditionaux sentiments chevaleresques des Espagnols sont absents de l'esprit des phalangistes. C'est un fait qui ne doit pas être négligé par les Américains ni très particulièrement par ceux qui sont partisans de renouer des relations normales avec Franco.

B.D.I.C.

LA CENSURE DE PRESSE EN ESPAGNE.-

Le "New York Herald Tribune" du 22 cour. publie un article sous le titre "La censure de presse en Espagne", qui dit:

"Ce n'est pas un fait nouveau que la dictature de Franco exerce en Espagne une rigoureuse censure de presse" et il ajoute: "L'édition européenne du NEW YORK HERALD TRIBUNE" circule librement dans tous les pays de l'Europe occidentale, excepté l'Espagne; ce journal circule aussi, encore que d'une manière restreinte, dans plusieurs des pays situés derrière le rideau de fer. Et la censure à laquelle il est soumis dans ces pays est moins arbitraire que les suspensions imposées par le régime de Franco.

Pendant le seul mois de mai la censure espagnole a retiré de la circulation non moins de neuf différent numéros de notre édition européenne. Les numéros retirés de la circulation publiaient des nouvelles de cette nature: l'Angleterre s'oppose à l'admission de l'Espagne à l'O.N.U.; l'Espagne est considérée comme un pauvre risque pour le crédit; Acheson dit que l'Espagne doit encore parcourir un long chemin; des bombes ont fait explosion dans trois consulats sud-américains à Barcelone; les Etats-Unis refusent le crédit sollicité par Franco. La plupart de ces nouvelles provenaient de la "ASSOCIATED PRESS" qui représente la source d'information sur l'Espagne la plus employée dans le monde entier, exception faite de l'Espagne elle-même.

Le "New York Herald Tribune" a évidemment un intérêt direct dans cette matière. Mais le fait est que le Gouvernement actuel n'offre aucune liberté pour la circulation normale de la presse objective a une importance plus grande que celle qui se réfère aux journaux en question. Quant aux journalistes espagnols, ils doivent travailler sous les contrôles les plus rigides et le peuple est coupé de toute sorte d'informations étrangères que le Gouvernement n'aime pas à voir publiées. Ceci constitue un élément important dans l'estimation de la nature de ce gouvernement.

LES ABUS DU FRANQUISME ENVERS LES PRISONNIERS POLITIQUES.- UNE LETTRE DE LA RESISTANCE REPUBLICAINE AU CHARGE D'AFFAIRES DES ETATS-UNIS.-

L'Emetteur clandestin "RADIO REPUBLICA ESPANOLA" installé à l'intérieur de l'Espagne a diffusé le 24 de ce mois une lettre envoyée au mois de mai par la résistance espagnole au Chargé d'Affaires des Etats-Unis à Madrid, Mr. Paul Culbertson, ainsi conçue:

"Monsieur le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Madrid.
Excellence,

En qualité d'authentiques représentants des tendances républicaines espagnoles, nous vous écrivons de nouveau pour vous communiquer un autre abus qu'on commet maintenant avec les prisonniers politiques espagnols et dont le seul but est celui de désorienter les représentants en Espagne des pays étrangers.

On sait bien que chaque fois qu'un représentant étranger (diplomatique, journaliste, etc) fait une visite aux prisons espagnoles, celles-ci en quelques heures subissent une transformation totale, au point de vue hygiénique et esthétique pour créer une impression d'organisation parfaite à tous les points de vue.

D'ailleurs, on essaie d'isoler la population pénale du visiteur; on les groupe dans des cours et on leur dit de se tenir -sous peine de châtiments très sévères- loin des visiteurs.

Tout ceci, vous pouvez bien le comprendre, a pour seul but d'empêcher que le visiteur étranger puisse avoir connaissance des questions que les prisonniers pourraient poser; il ne doit pas non plus se rendre compte de l'immense quantité de prisonniers dans les prisons franquistes ni de l'agglomération et des conditions antisanitaires de celles-ci.

Il est réellement regrettable que les visiteurs étrangers ne prennent pas d'initiatives pour s'informer de ce qu'il arrive vraiment à l'intérieur des prisons espagnoles sous le régime des autorités franco-phalangistes; ils se laissent impressionner au contraire par l'apparat décoratif de la direction générale des prisons, parfaitement préparé d'ailleurs par le Directeur Général Aylagas et les autres serviteurs du fascisme qui l'aident dans cette tâche.

Après cette introduction en vue d'orienter Votre Excellence, voici les points fondamentaux de votre écrit :

Depuis environ un mois les départs de prisonniers de la Prison Provinciale de Madrid pour d'autres centres et colonies pénitentiaires se poursuivent à un rythme inaccoutumé. On a déjà annoncé le départ de 500 prisonniers avant la fin du mois.

Bien entendu, la Prison Provinciale de Madrid est l'établissement pénitentiaire le plus assidument visité par les représentations étrangères; par conséquent on a tout intérêt à produire l'impression que les prisonniers politiques sont rares.

En plus des prisonniers en vertu d'une sentence des Tribunaux, il y a également une quantité énorme de gens en prison préventive, lesquels n'ayant pas encore été jugés ne peuvent pas être transportés à des bagnes, des colonies pénitentiaires ou des camps de travail. C'est pourquoi le Directeur Général, Aylagas, d'accord avec le sinistre juge militaire, Enrique Eynart, instructeur des dossiers des antifranquistes, est en train d'effectuer le transport à Ocaña de tous les prisonniers politiques en prison préventive. On peut signaler d'une façon concrète le transfert de tous les rationalistes basques et on annonce, pour la semaine prochaine, le transfert de quelques deux cents confédéraux et républicains.

Etant donné le caractère tout à fait anormal de ces départs de la prison de Madrid des prisonniers politiques en prison préventive, ou ayant été déjà jugés par les Tribunaux, nos compatriotes républicains qui s'y trouvent internés ont essayé d'obtenir du personnel employé à la prison des renseignements au sujet de cette activité du Directeur Général, Aylagas, et du Colonel Eynart.

D'après l'information qu'ils ont pu obtenir, on attend pour le mois prochain, l'arrivée en Espagne d'un haut fonctionnaire de prisons américaine qui fait ce voyage dans le seul but d'étudier le régime pénitentiaire franquiste. Cette nouvelle peut bien tenir lieu de commentaire aux départs de prisonniers de la prison de Madrid.

Nous espérons que Votre Excellence pourra orienter son compatriote lorsqu'il arrivera dans cette Espagne martyrisée et mal comprise par

les Nations qui se disent démocratiques et qui ne savent pas ou ne veulent pas prendre des mesures claires, logiques et en rapport avec l'aide dont le peuple espagnol a besoin pour se libérer du honteux joug franco-phalangiste qui l'accable.

Avec nos meilleurs vœux pour la Nation que représente Votre Excellence et pour la liberté de l'Espagne"

En bas de l'écrit en question sont apposés les signatures et un cachet où l'on peut lire "Conseil National de Gauche Républicaine" Commission Exécutive" .-

LA REPRESSION FRANQUISTE S'ACCENTUE.-

La Cour Martiale qui s'est réunie à Madrid le 8 mars 1949, rue Piomonte N° 2, a condamné 11 personnes aux peines suivantes :

Juan José Ara de Bonilla	Peine de Mort.
Francisco Poveda Ibañez	" " "
Antonio Porcel Porcel	" " "
Eugenio Gonzalez San Ignacio	30 ans de prison
*Alberto Rubio Martinez	25 " " "
Francisco Jara Castillo	25 " " "
*Salvador Señor Mas	25 " " "
Eduardo López Venturini	15 " " "
Rafael Maure Hervás	13 " " "
Rufino Angel Martinez	12 " " " et un jour.
José Montes Granados	12 " " " " " "
Primitiva	10 " " " " " "

On donna lecture des charges contre les accusés; ils sont surtout coupables d'appartenir à des organisations de la résistance. Après les interventions du Procureur et du Défenseur et les questions exigées par la procédure, le jugement est rendu.

X X X

Le 7 Avril 1949 a comparu devant une Cour Martiale Tomas Valera Rodriguez, ayant été jugé et condamné à la peine capitale. Il se trouve dans une cellule de la Prison Provinciale de Madrid en attendant l'exécution de la sentence. Il est accusé d'être un partisan et le principal témoin à charge est sa femme dont il se trouve séparé depuis 5 ans l'ayant surpris en flagrant délit d'adultère.

X X X

L'après-midi du 2 mai 1949 se sont présentés au Secrétariat de la Prison Provinciale de Madrid (Carabanchel) les enfants et les femmes des condamnés à mort Francisco Pardo Rodriguez, Angel Gallego Pérez, Roberto Lopez Gallego, Julian Martinez Martinez, Juan Sanz Lozano et Basilio Sanz Lozano qui avaient été fusillés pendant la matinée du 27 avril, pour obtenir la permission de communiquer avec eux, car ils ignoraient que la sentence avait été exécutée.

L'horreur de la scène qui a eu lieu a été indescriptible. Les fonctionnaires de la prison ne sachant que répondre aux femmes et aux enfants ont eu recours) la Direction de l'Etablissement qui n'a pas même voulu indiquer aux familles des condamnés l'endroit où ils avaient été fusillés, ou enterrés.

Voilà ce que c'est que la justice de Franco. On fusille et on ensevelit les persécutés politiques sans en rendre compte aux familles.

On se refuse après à communiquer l'endroit où ils ont été ensevelis. Ce sont les méthodes du fascisme qui ne peut pas changer.

X X X

Pendant la matinée du 5 de ce mois ont été fusillés Juan José A. - randa Borillo; Francisco Poveda Ibanez et Antonio Porcel Porcel. Ils avaient été arrêtés pour activités politiques contre le régime franquiste en 1946 et ils avaient été jugés par une Cour Martiale il y a deux mois. Le Colonel Enrique Eynart, les insulta ainsi qu'il a l'habitude de le faire, lorsqu'ils attendaient l'exécution de la sentence. Ils se trouvaient à la Prison Provincial de Madrid dont ils sont sortis pour être fusillés.

X X X

Pendant la matinée du 25 mars a été fusillé à Madrid Jerónimo Martin Muñoz, lequel avait été condamné à mort par une Cour Martiale. Il était accusé d'avoir eu des activités politiques contraires au Régime. Le dossier de Jerónimo Martin avait été à la charge du Colonel de l'Armée Enrique Eymar.



LAS PRESIONES DE LOS AGENTES FRANQUISTAS EN LA O.N.U.

La prensa de Franco, para disimular el terrible fracaso sufrido en la última reunión de la Asamblea General de las Naciones Unidas, habla con el impudor que le caracteriza de presiones y compra de votos efectuadas por los adversarios de la proposición brasileña que fué derrotada.

El cinismo de esa prensa rebasa los límites de lo imaginable, pues si alguien empleó los antidemocráticos métodos de presionar sobre los adversarios y comprar los votos de los tibios, ése ha sido el Gobierno de Franco, que con su torpe actitud ha dado razón una vez más a los que consideran que su admisión en la gran familia de las naciones sería un imperdonable agravio a la moral y a la decencia.

Entre los chantajes -ya que en verdad se trata más bien de chantajes que de presiones- ejercidos por los agentes de Franco sobre Haití, Costa Rica, Uruguay, Cuba, Dinamarca, Islandia y en general todos los países que se abstuvieron o votaron en contra, hay uno que merece párrafo aparte, por haber tomado carácter oficial y sido ampliamente comentado por la prensa europea. Nos referimos a Noruega.

En efecto, el señor Lange, Ministro de Asuntos Extranjeros de Noruega, dijo el día 25 de Mayo ante el Parlamento de su país, que el representante comercial en Madrid fué avisado por los servicios de Franco que si Noruega se abstenía o se ausentaba en el voto de la Asamblea General sobre el caso de España, esta actitud repercutiría favorablemente sobre las negociaciones comerciales que están en curso entre ambos países.

Las autoridades españolas fueron advertidas que Noruega mantendría su actitud, pero que estaba dispuesta a reanudar las negociaciones. Y Noruega votó contra la propuesta de los cuatro países sud-americanos.

El 18 de Mayo, la Legación noruega en Madrid fué informada por el Ministerio franquista de Asuntos Extranjeros, que las negociaciones para el tratado comercial habían sido suspendidas por tiempo indefinido.

Noruega no se dejó intimidar por ninguna presión y cumplió fielmente los dictados de su conciencia. Cumplió sus deberes de pueblo liberado hacia el aun esclavizado pueblo español.

Queda bien claro, pues, que en la O.N.U. no ha habido más presiones e intentos de comprar votos que los de Franco, que ha malgastado una vez más el oro del pueblo español, que éste necesita imperiosamente para empezar su etapa de reconstrucción y reparación económicas. Para lo cual es preciso antes reconquistar la dignificación nacional, imposible de lograr mientras dure el ignominioso régimen de Franco.

EL ALTO EJEMPLO DE LA NACION MEXICANA

Méjico.- El diario EL NACIONAL, de esta capital, ha fijado la posición del pueblo de Méjico frente al franquismo, en un editorial titulado "Méjico y el caso de España", del que extractamos los más destacados párrafos. Dice:

"Bajo los Gobiernos de Lázaro Cárdenas y de Manuel Ávila Camacho, Méjico adoptó y sostuvo con firmeza una actitud de irreprochable legalismo, de limpieza moral y de respeto a los dictados del derecho internacional en el caso del franquismo y de su dominio en España, logrado, como todos sabemos, con la ayuda decisiva -militar, económica y política- de los Gobiernos del Eje nazi-fascista, para los cuales la guerra española sólo fué el primer acto de la segunda guerra mundial. Bajo el Gobierno de Miguel Alemán, la posición diplomática de Méjico ante la España de Franco

sigue siendo la misma, y así acaba de retificarlo el representante de nuestro Gobierno en la Organización de las Naciones Unidas, Licenciado Luis Padilla Nervo.

En el seno de la Comisión Política de la O.N.U., reunida en Lake Success, al discutirse una moción presentada por el Brasil y apoyada por los Gobiernos de Bolivia, Colombia y Perú, nuestro representante dijo, para honra de México:

B.O.I.C.

"No debemos permitir que la conveniencia política anule los principios que alegamos defender. Es una falacia lamentable el decir que las Naciones Unidas cometen un abuso contra el pueblo español. Si alguien violó el derecho de autodeterminación, ése fue Franco, no las Naciones Unidas.

"Todos los pueblos del mundo, y con mayor razón aquellos que en la segunda guerra mundial perdieron millones de sus hijos, vieron arrasados sus campos y ciudades y realizaron tremendos sacrificios por la victoria de las democracias, no podrán por menos que considerar con amargura esta política de tolerancia que se empeña en salvar de la justicia internacional a un cómplice evidente de los dos grandes criminales de guerra ajusticiados en Alemania y en Italia. ¿Es posible, se preguntarán las gentes de cincuenta naciones, es posible que en la guerra contra el fascismo se hayan derramado ríos de sangre y jurado la destrucción del más feroz enemigo de la humanidad, para acabar tolerando y aun favoreciendo la dictadura fascista establecida sobre el noble pueblo español con el apoyo activo de Hitler y Mussolini?

"El México democrático, que desde los primeros días del ataque contra la República Española tendió su mano a la democracia agredida, que ha abogado por ella en todas las tribunas a que tiene acceso, no sólo en nombre de la decencia y el derecho internacionales, en nombre de su vieja e insubornable política antifascista, sino también en nombre de las decenas de millones de hombres que murieron en la guerra contra las potencias del Eje, en nombre de los centenares de miles de luchadores por la democracia que antes habían caído en el suelo español, y entre los cuales, para orgullo de nuestra patria, hubo un grupo heroico de voluntarios mejicanos".

LA ACTITUD DE CHILE NO VARIARA

En una conferencia de prensa celebrada en Santiago, el Presidente de la República chilena, señor González Videla, ha declarado que la posición del Gobierno de Chile con respecto al régimen franquista no ha variado y que no será alterado mientras las Naciones Unidas no adopten acuerdo contrario a su recomendación en vigor.

La declaración del Presidente fue hecha respondiendo a los rumores, recogidos por algunos diarios locales, que atribuían al Gobierno chileno la intención de enviar, en plazo próximo, embajador a Madrid.

EL GOBIERNO VENEZOLANO CONFIRMA QUE NO ENVIARA EMBAJADOR A MADRID

Aunque la propaganda franquista expresó su convicción de que los Gobiernos de los países cuyos Delegados en la O.N.U. votaron en favor de la propuesta formulada por los cuatro representantes suramericanos, enviarían inmediatamente embajadores a Madrid aunque con ello violaran el acuerdo recaído en las Naciones Unidas, lo cierto es que en la mayor parte de los casos la cosa no sucederá así.

Al establecer relaciones con el actual Gobierno de Venezuela, Franco se las prometía muy felices. Creía que Venezuela, que ha votado en la Asamblea de la O.N.U. en pro del franquismo, enviaría inmediatamente un embajador. Pero Venezuela ha hecho constar ya, de forma terminante, que no piensa desobedecer la resolución de las Naciones Unidas. La Junta Militar ha declarado que encargará del despacho de sus asuntos en Madrid al funcionario Don Crispin Ayala, actualmente Canciller del Consulado venezolano en Barcelona.

EL BRASIL NO ENVIARA EMBAJADOR A ESPAÑA.

WASHINGTON... La prensa de Estados Unidos recoge una información de la Agencia UNITED-PRESS que asegura que el Brasil no piensa enviar Embajador a Madrid. Dice la nota:

"Fuentes bien informadas han revelado que el Brasil se abstendrá de nombrar embajador en España, a pesar de haber sido autor de la moción presentada recientemente a la Asamblea General de las Naciones Unidas, que pedía la autorización para enviar de nuevo embajadores a Madrid."

UNA REUNION FRANCO-ESPAÑOLA PARA EXAMINAR EL PROBLEMA ESPAÑOL.

En París se ha celebrado una importante reunión a la que asistieron representantes de los diversos grupos parlamentarios de la Asamblea Nacional de Francia y del Consejo de la República y altas personalidades políticas. En esta reunión fue examinado el estado actual del problema español. El vicepresidente del Gobierno Republicano Español en el exilio, don Fernando Valera y el ex-Jefe del Gobierno, don Rodolfo Llopis informaron ampliamente a los reunidos.

LOS COMITES DE LOS PARTIDOS REPUBLICANOS SE REUNEN EN FRANCIA.

Los Comités directivos de los partidos republicanos nacionales IZQUIERDA REPUBLICANA, UNION REPUBLICANA y PARTIDO FEDERAL en el exilio, reunidos conjuntamente, han procedido a un cambio de impresiones preparatorio de contactos que han de establecerse con todas las fuerzas políticas de la emigración republicana a los efectos de reanudar la acción combinada contra el franquismo que las actuales circunstancias internacionales exijan.

UN PERIODICO CONSERVADOR DE MEXICO PIDE QUE FRANCO ABANDONE EL PODER.

El diario EXCELSIOR en su número de 20 de Mayo, censura violentamente a Franco y le invita a que abandone el poder.

"EXCELSIOR" es un periódico conservador y ultraderechista de México, que hasta ahora justificaba las actuaciones de Franco.

En ese artículo se dice lo siguiente:

"Nadie niega que la hora actual es demasiado crítica y que no solo Europa como dice Franco, sino todo el mundo, necesita a España; pero el error de Franco, como el de todos los dictadores, consiste en considerar que España es Francisco Franco.

Pero insistir, después de años, en considerarse como beligerante contra los vencidos, acusa, por una parte, carencia de capacidades políticas para atracarse a los enemigos y hacerles colaborar en la tarea de reconstrucción, según el programa del triunfador, y por otro lado, constituye alarde de que no se quiere dejar el mando, o que no se puede; porque en tantos años todavía no se acertó a crear los cuadros naturales de sucesión.

México y todos los pueblos norteamericanos, devotamente aman a España y la quisieran ocupando el sitio que como madre de veinte naciones le corresponde y a la que todos reconocemos como rectora de un estilo de vida y de una cultura que no halla par; pero Franco no es España y menos cuando en la medida en que más se aferra al poder, mas se empequeñece hasta alcanzar dimensiones de mezquindad.

LA RENTA NACIONAL ESPAÑOLA FUE EN 1947 LA MITAD DE LO QUE ERA EN 1935.

En el tercer volumen, recién aparecido, del estudio que el Consejo de Economía Nacional está realizando sobre la renta española, aparecen las significativas cifras siguientes, referidas al año base de 1929:

Renta nacional en 1929.....	25.215	millones de pesetas
en 1932.....	25.742	" " "
en 1934.....	26.146	" " "
en 1935.....	25.280	" " "



Es decir, que según propia confesión franquista, la renta nacional española durante la República fue siempre superior a la de los tiempos de la Monarquía, siendo la cifra de 26.146 millones de pesetas, alcanzada en 1934, la más alta registrada en nuestro país.

En cuanto a la de los años 1939 y siguientes, hasta 1947 inclusive, los contables del franquismo se sirven de un burdo ardid para disimular el empobrecimiento constante y alarmante del país, sometido al régimen de Falange. Así, por ejemplo, las estadísticas arrojan para el ejercicio de 1947 (último publicado) la cantidad de 102.693 millones de pesetas, de pesetas 1947 se entiende, que esos avispados contables transforman en pesetas 1929 dividiendo por cuatro, con lo que se obtiene la cifra, arreglada, pero ilusoria, de 24.457 millones de pesetas 1929.

Sin embargo, para ningún español es un secreto (y para el ama de casa menos que para nadie) que el poder de compra de la peseta 1947 no llega ni tan solo a la octava parte del que tenía la peseta 1929, base de esos cálculos. Adoptando, pues, ese coeficiente de 8, que aun es corto, resulta que la renta nacional en 1947 no subía más que a 12.837 millones de pesetas 1929.

LAS FALSAS ACUSACIONES DE FRANCO CONTRA INGLATERRA.-- LORD TEMPLEWOOD RECUERDA QUE FRANCO ES UN TRAJDOR.

El "TIMES" de 4 del corriente publica una respuesta de Lord Templewood, antes Sir Samuel Hoare, embajador que fue en Madrid durante la pasada guerra, a la carta enviada al mismo periódico por el agregado de prensa del Gobierno de Franco en Londres, carta que decía que el mentís que aquel había opuesto a las alegaciones de Franco sobre supuestas ofertas hechas por Inglaterra, no estaba basado en hechos reales.

Lord Templewood se reafirma en sus acusaciones anteriores según las cuales el documento al que alude Franco es tan apócrifo como muchos otros a que en distintas ocasiones ha hecho referencia, y termina diciendo:

" Cuando Franco emplea tales procedimientos para atacar al Gobierno Inglés, es que sus argumentos, por incumplimiento de las promesas hechas deben ser muy pobres en verdad."

Con estas palabras, escritas con la fina ironía peculiar en los ingleses, Lord Templewood recuerda al mundo uno de los episodios de la vida de Franco que éste más quisiera fueran olvidados: su traición a la Patria, a la que condenó a muerte, a la esclavitud y a la miseria, para satisfacer sus ambiciones bastardas.

LA OPINION INGLESA Y EL REGIMEN DE FRANCO.

El importante semanario inglés "THE ECONOMIST" publica en su número del 21 de Mayo dos artículos en los que dice que no es verosímil que España caiga bajo un régimen comunista en un futuro próximo, tanto si Franco permanece en el poder como si es sustituido. Todo lo que debilite la causa de las democracias, dice el semanario, nos haría perder más apoyo en Europa que beneficios serían logrados con su incorporación al plan estratégico de Occidente.



LA REPUBLICA ESPAÑOLA ACLAMADA EN EL CONGRESO DE LA UNION DEMOCRATICA SOCIALISTA DE LA RESISTENCIA.

El tercer Congreso Nacional del Partido de Union Democrática Socialista de la resistencia, que se ha celebrado estos días en París, recibió a una delegación de los republicanos españoles presidida por el Vicepresidente del Consejo Delegado de "IZQUIERDA REPUBLICANA" en el exterior, señor Ballester Gozalvo.

La presencia de los republicanos españoles en el salón del Congreso fue acogida con una clamorosa ovación, que se repitió cuando, invitados por la mesa de la Asamblea, subieron al estrado presidencial.

El presidente del Congreso, señor Jean Marin, pronunció unas palabras de saludo a los republicanos españoles y concedió la palabra al señor René Pleven, ex-ministro de Finanzas del Gobierno francés y presidente del Partido, quien hizo presente, la profunda solidaridad que une a los demócratas franceses y españoles.

El general Legentilhomme pronunció también breves y emocionadas palabras para recordar que en la División que él mandó durante la guerra mundial, figuraron en número elevado los demócratas españoles refugiados en Francia. Su heroísmo, su espíritu de sacrificio y su lealtad a los ideales que en la reciente contienda defendimos, contribuyeron a la victoria aliada. Y su esfuerzo no puede ser olvidado.

El señor Ballester Gozalvo agradeció en un vibrante discurso el homenaje que se tributaba a los republicanos españoles.

Al terminar de hablar el señor Ballester, los congresistas puestos en pie le tributaron una ovación, entonándose seguidamente la Marsellesa.

Los señores Marin, Pleven, Mitterand y Legentilhomme acompañaron a la delegación hasta la puerta del edificio.

EL FRANQUISMO CONTINUA INSULTANDO A LA SEÑORA VIUDA DEL PRESIDENTE ROOSEVELT.

Continúa la prensa franquista insultando de la manera más soez a la señora viuda de Roosevelt, vengando así la rabia que les ha producido la gallarda actitud de esta insigne dama expresando en la prensa norteamericana sus sentimientos hostiles hacia la dictadura que padece el pueblo español.

"Arriba", el órgano oficial de la Falange, o sea el portavoz del Gobierno de Franco, llega en sus ofensas a la viuda de Roosevelt a extremos verdaderamente repulsivos. "Arriba", en grandes titulares, en uno de sus últimos números, dice que "la señora de Roosevelt desciende de una familia de borrachos y disolutos y que, por su parte, no tiene inconveniente en falsear las declaraciones juradas."

Nos avergüenza como españoles, el lenguaje zafio que la prensa de Franco emplea para combatir a sus adversarios. Eso es una prueba de la falta de ingenio y de la carencia de sensibilidad de quienes escriben en los periódicos y evidencia hasta que punto la tradicional caballería española está ausente del espíritu de los falangistas. Que tomen de ello nota los norteamericanos, especialmente aquellos, pocos por fortuna, que serían partidarios de establecer con Franco relaciones normales.

LA CENSURA DE PRENSA EN ESPAÑA.

El "New York Herald Tribune" de 22 del corriente publica un editorial titulado "La Censura de Prensa en España" que dice:

"Eso de que la dictadura de Franco ejerce en España una rigurosa censura de prensa no es cosa nueva." Y añade: "La edición europea del NEW YORK HERALD TRIBUNE circula libremente en todos los países de la Europa occidental, menos en España; también circula, aunque de manera restringida, en varios de los países situados

tras la "cortina de acero" y la censura a que es sometida en estos países es menos arbitraria que las suspensiones impuestas por el régimen de Franco.

"Solamente en el mes de Mayo, la censura española mandó recoger no menos que nueve diferentes números de nuestra edición europea... Los números recogidos publicaban noticias tales como las siguientes: 'Inglaterra se opone a la entrada de España en la O.N.U.', 'España está considerada como un pobre riesgo para el crédito', 'Acheson dice que España ha de recorrer todavía un largo camino', 'Estallan bombas en tres consulados suramericanos de Barcelona', o 'Los Estados Unidos niegan el crédito solicitado por Franco'. La mayor parte de estas noticias provienen de la ASSOCIATED PRESS, que representa nada menos que la fuente de información sobre España más empleada en el mundo entero, excepción hecha de la propia España.

El New York Herald Tribune tiene, de toda evidencia, un interés directo en esta materia. Pero el hecho evidente de que el actual Gobierno no ofrece ninguna libertad a la circulación normal de la prensa objetiva, tiene todavía mayor que al que los propios periódicos se refiere... Mientras la prensa española está obligada a trabajar bajo los más rígidos controles, al pueblo se le corta toda clase de informaciones extranjeras que no gustan al gobierno. Y esto constituye un importante elemento de apreciación del carácter de ese gobierno.

**LOS ATROPELLOS QUE EL FRANQUISMO COMETE CON LOS PRESOS POLITICOS.--
UNA CARTA DE LA RESISTENCIA REPUBLICANA ESPAÑOLA AL ENCARGADO DE NEGOCIOS
DE LOS ESTADOS UNIDOS.**

La emisora clandestina "RADIO REPUBLICA ESPAÑOLA", instalada en el interior de España, dió lectura el 23 de los corrientes de una carta enviada en Mayo último por la resistencia republicana española al encargado de negocios de los Estados Unidos en Madrid, Mr. Paul Culbertson, que dice así:

"Al Señor Encargado de Negocios de los Estados Unidos de América en Madrid.
Excelentísimo Señor:

En nuestra calidad de genuinos representantes del republicanismo español, nos dirigimos una vez más a V.E. para comunicarle un nuevo atropello que se comete con los presos políticos españoles, y que se lleva a efecto con el solo objeto de desorientar a los representantes en España de países extranjeros.

"Bien sabido es, que cada vez que un representante extranjero, (diplomático, periodista, etc.) efectúa una visita a las cárceles españolas, éstas, en el término de pocas horas y con anterioridad a la misma, sufren una transformación total, poniéndolas en condiciones de higiene y de orden estético, para dar la impresión de una organización perfecta en todos sentidos.

"Por otra parte, se procura aislar a la población penal, del visitante, agrupándola en los patios y conservándola por medio de órdenes anteriores severísimas, a respetable distancia, a fin de que no puedan dirigirse verbalmente al mismo.

"Todo esto, como puede V.E. comprender, se efectúa única y exclusivamente con el objeto de que el visitante extranjero no pueda enterarse por las preguntas que pudiera hacer a los presos, de la inmensidad de presos políticos que existe en las cárceles franquistas y de la aglomeración y condiciones antisanitarias en que se les tiene.

"Es más que lamentable que los mencionados visitantes extranjeros no tengan la iniciativa de querer informarse verdaderamente de lo que ocurre en el interior de las cárceles de España bajo el régimen de las autoridades franquistas, dejándose influenciar en cambio por el aparato decorativo de la Dirección General de Prisiones, perfectamente preparado siempre por el Director General, Aylagas, y demás satélites falangistas que le secundan en su labor.



"Después de este preámbulo expositivo efectuado para orientar a V.E. vamos a exponer el motivo básico de este escrito, que es el siguiente:

"Desde hace aproximadamente un mes, en la Prisión Provincial de Madrid se efectúa un trasiego desastroso de presos políticos penados, trasladándolos a Penales y Colonias Penitenciarias. Actualmente, antes de final de mes, hay anunciadas expediciones por un total aproximado de quinientos presos.

"Como es lógico, la Prisión Provincial de Madrid es la prisión más asiduamente visitada por representaciones extranjeras, y por lo tanto, en la que más interés tienen por dar la sensación de la inexistencia de presos políticos.

"Además de los penados, existen en la misma una cantidad crecidísima de presos políticos preventivos, los cuales por esta condición, no pueden ser trasladados a Penales, Colonias Penitenciarias ni a campos de trabajo. Debido a esta causa, el Director General, Aylagas, de acuerdo con el siniestro Juez Militar, Enrique Eymart, instructor de los sumarios a los antifranquistas, están llevando a efecto el traslado a Ocaña de todos los preventivos políticos. Concretamente han sido trasladados ya todos los nacionalistas vascos, estando anunciado para la próxima semana el de varios expedientes de confederales y republicanos que suman entre ambos unos doscientos.

"No siendo normal este interés tan pronunciado, de trasladar antes de final de mes a casi todos los presos políticos (preventivos y penados) existentes en la Prisión Provincial de Madrid, nuestros correligionarios republicanos, reclusos en la misma, han procurado indagar de entre sus mismos carceleros falangistas, la causa de tal desasosiego por parte del Director General, Aylagas, y del Coronel Eymart.

"La información que han logrado es la de que para el mes próximo, se espera la llegada a España de un alto funcionario de prisiones norteamericano, que viene con el solo objeto de estudiar el régimen carcelario franquista. Después de esta noticia creemos que no es necesario efectuar ningún comentario más referente a las causas de lo reseñado anteriormente.

"Al criterio, pues, de V.E. dejamos el orientar a sus compatriotas cuando llegue a ésta España martirizada e incomprendida por las Naciones que se llaman democráticas y que no saben o no quieren adoptar aquellas medidas claras, enérgicas y apropiadas conducentes a ayudar al pueblo español a librarse del oprobioso yugo franco-falangista que padece.

"Con los mejores votos para la Nación que representais, quedan afectuosamente vuestros por la libertad de España."

Siguen las firmas y un sello que dice: "Consejo Nacional de Izquierda Republicana.- Comisión Ejecutiva."



SE ACENTUA LA REPRESION FRANQUISTA.

En Consejo de Guerra celebrado en Madrid el día 8 de Marzo de 1949, en la calle de Piamonte número 2, fueron procesados 11 individuos y condenados a las penas siguientes:

Juan José Aranda Bonilla	e	Pena de Muerte,
Francisco Poveda Ibañez	"	"
Antonio Porcch Porcch	"	"
Eugenio González San Ignacio	"	30 años
Alberto Rubio Martínez	"	25 "
Francisco Jara Castillo	"	25 "
Salvador Sanó Más	"	25 "
Eduardo López Venturini	"	15 "
Rafael Mauro Hervás	"	13 "
Rufino Angel Martínez	"	12 " y un día



José Montes Granados	a	12	años	y un día
Primitiva	"	10	"	"

El Relator dió lectura a las actuaciones de los acusados; el cargo principal fué el de pertenecer a la Organización de Resistencia. Después de las intervenciones del Fiscal y del Defensor y las preguntas de trámite, se dá por terminado el Consejo de Guerra, siendo condenados a las penas que anteriormente se indican.

*
* *

El día 7 de Abril del año en curso compareció ante un Consejo de Guerra Tomás Valera Rodríguez, siendo juzgado y condenado a la última pena. Se encuentra en una celda de la Prisión Provincial de Madrid en espera de que se cumpla la sentencia. Se le acusa de ser guerrillero, siendo el principal testigo de cargo su esposa, de la cual se encuentra separado desde hace cinco años, fecha en la cual la sorprendió en flagrante adulterio.

*
* *

En la tarde del lunes, día 2 de Mayo del presente año, se presentaron en la Secretaría de la Dirección de la Prisión Provincial de Madrid (Carabanchel) en solicitud de los necesarios volantes para comunicar, las mujeres e hijos de los condenados a muerte Francisco Pardo Rodríguez, Angel Gallego Pérez, Roberto López Gallego, Julián Martínez Martínez, Juan Sanz Lozano y Basilio Sanz Lozano que habían sido fusilados en la madrugada del día 27 del pasado mes de Abril. Sus familiares ignoraban la ejecución de la sentencia.

La pluma no puede describir la escena desarrollada. Los funcionarios de la Prisión, temerosos e incapaces de afrontar la escena, hubieron de recurrir al Director del Establecimiento, Miguel Martínez Casas, el que no quiso ni siquiera dar satisfacción a las mujeres de los fusilados al exigir aquellas los dijera día y lugar donde se había dado sepultura a los fusilados.

Así es la justicia de Franco. Se fusila y entierra a los perseguidos políticos sin dar conocimiento a sus familias; se niega después información del lugar donde fueron enterrados. El fascismo es así, y no puede cambiar.

*
* *

En la madrugada del jueves día 5 del corriente, fueron fusilados Juan José Aranda Borillo, Francisco Poveda Ibañez y Antonio Porcel Porcel. Fueron detenidos por actividades políticas contra el régimen franquista el año 1946 y juzgados por un Tribunal Militar hace dos meses. El coronel Enrique Eymart los insultó como de costumbre en tiempo que permanecieron en capilla. Se encontraban presos en la prisión Provincial de Madrid desde donde fueron sacados para ser fusilados.

*
* *